

Conférence de presse Public Eye Awards 2010

Zurich, le 14.01.2010

Bruno Heinzer, Greenpeace Suisse

La liste des nominés pour les récompenses de cette année – des abysses derrière des façades peintes en vert

Plus d'une douzaine d'années passées à travailler dans le domaine de l'environnement, à l'ombre de groupes transnationaux et de gouvernements corrompus, ne rendent pas forcément insensible à l'égard des destructions de l'environnement et de l'exploitation sociale. Lorsque j'ai reçu, en novembre 2009, plus de 40 cas envoyés pour la nomination aux Public Eye Awards 2010 par des organisations et des personnes réparties sur toute la planète, j'ai malheureusement été presque incité à penser que les agissements des groupes transnationaux basés dans les 'pays développés démocratiques du Nord' étaient effroyables. Ils sont en grave contradiction avec les messages embellis d'entreprises, de gouvernements et d'organisations planétaires comme l'ONU, qui font croire que **la pollution de l'environnement, la destruction du climat et l'exploitation sociale par pur appât du gain** sont des catastrophes du passé ou n'ont plus lieu que dans les régions les moins développées de la planète.

La liste des nominés pour cette année montre qu'il n'en est rien. Ce sont justement des groupes transnationaux qui se trouvent aux premiers rangs du Dow Jones Sustainability Index et reçoivent le label Global Compact de l'ONU, deux signes sensés attester leur comportement exemplaire, qui exploitent l'environnement et la population comme si la protection de l'environnement, les changements climatiques ou les droits humains n'existaient pas. Cette année, GDF/Suez, Holcim, Sinar Mas, Nestlé, Coca Cola, Petrobras, Shell et Vattenfall jouent ces rôles.

Le **grand nombre d'abus** dévoilés par des douzaines d'ONG, en partie petites ou minuscules, et remis au Public Eye montre que cette plateforme est de plus en plus nécessaire et que même de grandes organisations planétaires comme Greenpeace, Amnesty ou Oxfam n'arrivent pas à savoir tout ce qui se passe dans les recoins de notre planète. Les Public Eye Awards offrent à des ONG ne disposant que de tous petits moyens un effet de levier sur notre planète qu'elles n'auraient pas autrement. Le fait que les FMB/BKW – lauréats du Swiss Award de l'année passée – se soient retirés d'un projet de centrale électrique au charbon dans le Nord de l'Allemagne souligne l'importance du Public Eye.

Il n'a pas été aisé de faire un choix parmi les nominations venues de tous les continents – la digestion fut difficile, tout comme les injustices commises quotidiennement au nom des dividendes à reverser aux actionnaires. Souvent, les gouvernements sont complices de sombres agissements, comme dans le cas de **GDF/Suez** qui projette de construire un gigantesque barrage sur l'affluent le plus méridional de l'Amazone, et compte imposer ce projet avec le soutien actif des gouvernements français et brésiliens, contre les droits des autochtones et sans le moindre égard pour l'environnement.

Il est aussi frappant – et choquant – qu'un pays comme le **Canada**, que l'on peut sans doute compter parmi les pays ayant fonctionné démocratiquement et une conscience environnementale relativement élevée, se retrouve nommé par deux fois.

Lorsque l'on regarde les photos prises en Alberta, dans le Nord-Est du Canada, sur les lieux d'extraction de pétrole les plus étendus, les moins rentables et les moins écologiques de la planète, on n'a même plus l'impression d'être dans le tiers monde, mais plutôt sur la Lune ou sur Mars. Le sol y est creusé sur une surface de la taille de la Suisse et de l'Autriche réunies – là où auparavant forêts, rivières et marais constituaient la patrie de 23 peuples amérindiens premiers – dans le but d'extraire des sables bitumineux; on inonde ces surfaces avec des milliards de litres d'effluents verts, jaunes, rouges hautement polluants (à ce sujet, les images du film documentaire 'Petropolis' réalisé par le Canado-suisse Peter Mettler en 2009, sont particulièrement éloquentes).

Dans le cas **des Jeux olympiques d'hiver de Vancouver** qui se dérouleront dans quelques semaines, on a non seulement sacrifié des paysages naturels uniques et de précieux habitats vitaux pour les ours et les saumons sur l'autel du sport et de l'argent, mais aussi les lieux de vie de peuples amérindiens premiers. Et on pratique une fois de plus le 'greenwashing' à large échelle. Le comité d'organisation canadien présente ses Jeux comme étant les 'Jeux olympiques les plus verts de l'histoire', malgré l'abattage de 100'000 arbres anciens et la construction d'autoroutes à travers des réserves naturelles – sans bien sûr dédommager les habitants originels de ces territoires forestiers.

Outre les nominés déjà cités pour l'obtention du People's Award (GDF/Suez, Royal Bank of Canada et le CIO), on trouve naturellement aussi les trois non moins scandaleux cas des sélections Global et Swiss :

Arcelor Mittal, le plus grand groupe sidérurgique de la planète, propriété de l'Indien Lakshmi Mittal, pollue des régions entières en **Afrique du Sud**, ce qui a des conséquences effroyables sur la population et l'environnement. Dans les régions concernées, les eaux et les sols sont pollués par des substances toxiques, le taux de cancer des riverains est effroyablement élevé et leurs animaux de rente naissent avec des déformations.

Roche, déjà 'précontaminée' par le scandale de Seveso et les décharges de déchets chimiques autour de Bâle, n'hésite pas à faire effectuer en Chine, pour des raisons purement financières, des recherches pour un médicament contre le rejet d'organes transplantés, tout en sachant qu'en Chine plus de 90% des organes transplantés **proviennent de condamnés mis à mort**. Roche fait actuellement des recherches dans de nombreuses cliniques chinoises sur des centaines de reins et de foies transplantés sans avoir vérifié la provenance des organes utilisés.

Le **bureau de RP Farner**, que nombre d'entre vous connaît sans doute déjà, qui a infiltré et espionné le Groupe pour une Suisse sans armée (GssA) sur mandat de son client, le lobby suisse de l'armement, mené par RUAG, propriété de la Confédération, pour obtenir des avantages dans la campagne de votation contre **l'exportation de matériel de guerre**.

La course pour le **People's Award** commence aujourd'hui et dure jusqu'au 27 janvier sur le nouveau site internet du Public Eye. Chacun peut y voter pour une des six entreprises sélectionnées afin de l'élire pire entreprise de l'année 2009.